

D'Angers [et d'ailleurs !] : Université en danger !

Mobilisons-nous pour l'université d'Angers et pour le service public d'enseignement supérieur et de recherche !

Alors que le budget des universités est globalement en recul (au-delà des effets d'annonce du ministère de l'enseignement supérieur), la situation de l'Université d'Angers est des plus dramatique. Pour la troisième année consécutive, son budget est en déficit (plus de trois millions d'euros en 2012). C'est un effet direct des politiques d'austérité.

La loi LRU de 2007 et la gestion directe par les universités de la masse salariale de ses personnels permettent au ministère de déléguer aux présidents d'université l'application de ces politiques rétrogrades. Ainsi le ministère se vante-t-il d'avoir cette année créé 1000 emplois dont 35 à Angers. Mais dans le même temps, il exige du président de l'université d'Angers qu'il supprime (« gèle ») ces 35 postes, voire une partie des 70 emplois vacants cette année. Pour le ministère, l'argent des salaires doit être utilisé pour réduire les déficits de fonctionnement... Or, ce ministère reconnaît que 310 personnels supplémentaires seraient nécessaires à l'université d'Angers pour qu'elle fonctionne dans des conditions correctes !

L'offre de formation est menacée. Le manque d'enseignants et le manque d'argent pour entretenir les locaux (par exemple en Lettres où des locaux sont fermés à cause des fuites d'eau) poussent en effet à réduire le nombre d'enseignements proposé par l'Université ou à surcharger les TD. La recherche est touchée au cœur : certains laboratoires voient leurs budgets amputés de 20%. Enfin, le pouvoir d'achat des personnels, notamment BIATSS, est attaqué de plein fouet : les primes servant à compenser partiellement la faiblesse des salaires (accrue par le blocage du point d'indice : -14% depuis 2000) sont bloquées depuis plusieurs années. Sans parler de l'inacceptable précarité de l'emploi des contractuels (21 suppressions d'emplois l'an passé)...

L'acte 3 de la décentralisation préparé par la ministre de la Fonction Publique, et la « territorialisation » de l'Université évoquée par le Ministère devraient encore aggraver la situation.

Dans ces conditions, le Conseil d'administration de l'Université d'Angers a refusé le 18 décembre de voter un budget 2013 qui serait un budget insuffisant pour assurer un fonctionnement décent de

l'établissement (avec seulement 1,45% d'augmentation de son budget de fonctionnement : moins que l'inflation !).

Le 15 janvier des négociations vont s'ouvrir entre l'équipe présidentielle et le ministère. Mais pour l'intersyndicale, au-delà du résultat temporaire de cette réunion au sommet, rien ne pourra être obtenu vraiment que par la mobilisation prolongée de tous les personnels.

C'est pourquoi nous appelons tous les enseignants-chercheurs, enseignant-e-s, chercheuses et chercheurs, BIATSS et tous les étudiant-e-s de l'Université d'Angers à une **grande manifestation** contre l'austérité budgétaire et l'étranglement de l'établissement :

MARDI 15 JANVIER 2013

Rassemblement à 11h, place François Mitterrand (Rose des sables)

et départ en manifestation vers la préfecture d'Angers

***Non à l'austérité budgétaire ! Non aux suppressions de postes !
De vrais postes pour la fonction publique ! Halte à la précarité !
Des moyens pour étudier ! Des diplômes de qualité !***

L'intersyndicale de l'Université d'Angers :

SNTREES-FO – SNASUB-FSU – SNESUP-FSU – SUD Éducation – UNSA – SUD Étudiant – UNEF